

Questions orales

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest): Monsieur le Président, nous entendons cela tellement de fois à la Chambre, que j'ai l'impression qu'il s'agit d'un engagement pris par d'anciens gouvernements ou d'autres groupes. Il reste que si le gouvernement peut annuler l'achat d'hélicoptères EH-101, il peut certainement éviter cette dépense de 4,5 millions de dollars.

Est-ce là la façon dont le premier ministre prend soin de sa circonscription, comme il avait promis de le faire l'automne dernier pendant la campagne électorale? Le premier ministre est-il en train de nous dire qu'il puisera dans l'argent des contribuables de toutes les régions du Canada de quoi verser à ses électeurs 4,5 millions de dollars?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères): Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler au député que la subvention du gouvernement fédéral vient s'ajouter à de nombreuses autres contributions versées par le secteur privé. Le secteur privé investit trois fois plus d'argent que le gouvernement fédéral dans cette initiative.

Le musée créera des centaines d'emplois dans la région et profitera non seulement à la circonscription du premier ministre mais également à l'ensemble de la région.

Si le député se rend dans la région, il sera fier de constater que ce coin de pays tire avantage des dépenses globales du gouvernement canadien.

* * *

[Français]

LES EXPORTATIONS CANADIENNES

M. Yves Rocheleau (Trois—Rivières): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce international.

On apprend ce matin que, depuis dix ans, la position du Canada comme pays exportateur ne cesse de se détériorer. Les exportations canadiennes ont reculé, en proportion du total mondial, de plus de 5 p. 100 entre 1982 et 1992. Il s'agit là d'un manque à gagner de 7 milliards de dollars US, ce qui représente, selon Claude Picher du journal *La Presse*, le financement de 300 000 emplois pour le Canada.

Quelle action concrète ce gouvernement entend-il prendre pour redresser cette situation catastrophique des exportations canadiennes, cause importante de l'effondrement du niveau de l'emploi?

[Traduction]

L'hon. Roy MacLaren (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, les statistiques que cite le député montrent à l'évidence que la récession a été un phénomène mondial. En ce qui concerne plus particulièrement le Canada, toutefois, nous avons mis en place un certain nombre de mesures visant à permettre aux entreprises canadiennes de profiter des possibilités offertes par l'aboutissement des négociations de l'Uruguay Round et du GATT et par la mise en oeuvre de l'ALE-

NA tel que nous l'avons élaboré lorsque nous avons pris le pouvoir.

Nos programmes et nos activités de promotion commerciale ont pour but non seulement d'exploiter les possibilités additionnelles résultant de la réduction des barrières commerciales, mais aussi de cerner de nouvelles possibilités, notamment en Asie, de l'autre côté du Pacifique, où nos amis, les Coréens, par exemple, nous offrent toutes sortes de nouvelles possibilités commerciales.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.

Le Conseil du Trésor a pour politique de permettre à des fonctionnaires de suivre des cours à temps plein tout en touchant leur plein salaire. Récemment, une personne à l'emploi de l'Office national des transports a touché un salaire annuel de plus de 80 000 \$ tout en fréquentant l'université à plein temps.

● (1500)

Le ministre nous dira-t-il combien de fonctionnaires fédéraux sont en congé payé pour fréquenter l'université à l'heure actuelle au lieu d'accomplir le travail pour lequel ils ont été engagés?

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure): Monsieur le Président, des employés participent à des programmes de formation afin de bénéficier de cette précieuse source d'information dans leur travail.

Je me ferai un plaisir d'examiner tous les cas particuliers qui préoccupent le député. Naturellement, notre gouvernement tient à ce que l'argent des contribuables soit dépensé à bon escient. Et l'argent consacré à la formation est certes dépensé à bon escient.

* * *

L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, comme d'autres députés, vous connaissez l'importance de l'aéroport international Pearson pour l'économie canadienne. C'est l'un des éléments d'infrastructure les plus remarquables du Canada. Son importance pour l'économie du sud de l'Ontario et pour l'ensemble du Canada ne fait aucun doute.

Récemment, des articles de journaux nous ont donné une image un peu floue de l'avenir de ces installations de très grande valeur.

Le ministre des Transports aurait-il l'obligeance de préciser, à l'intention de tous les députés à la Chambre, quels sont les plans à court terme comme à long terme du gouvernement pour accroître le rendement de l'aéroport Pearson, en fait, pour accroître la valeur de cette infrastructure canadienne?

L'hon. Douglas Young (ministre des Transports): Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec le député